



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 25/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 23/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GAEC FROGER**  
La Grande Bardière  
72440 SAINT-MICHEL-DE-CHAVAINES

Code AIOT : 0006306946

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2024 dans l'établissement du GAEC FROGER, implanté Les Souches - 72440 SAINT-MICHEL-DE-CHAVAINES. L'inspection a été annoncée le 10/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée dans le cadre de la programmation des installations classées "IED".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC FROGER
- LES SOUCHES - 72440 SAINT-MICHEL-DE-CHAVAINES
- Code AIOT : 0006306946
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole relevant du régime de l'autorisation, avec 85000 emplacements de poulets, au titre de la rubrique 3660.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Ammoniac élevage IED

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien entretenue. Quelques non-conformités sont à régulariser.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande d'action corrective	12 jours
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	3 mois
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	12 mois
13	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 41 et 42	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article 1	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 12 et 13	Sans objet
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4	Sans objet
6	Citerne de gaz	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4	Sans objet
8	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Sans objet
9	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
10	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 27 et 30	Sans objet
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013 articles 33, 34 et 35	Sans objet
14	Emissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes doivent faire l'objet d'actions correctives dans les meilleurs délais :

- les non-conformités relevées lors du dernier contrôle des installations électriques doivent faire l'objet d'actions correctives,
- les installations de stockage de gaz doivent faire l'objet d'un contrôle périodique et leur abord doit être maintenu en bon état d'entretien,
- les épandages ne doivent pas être réalisés les jours fériés et les week-ends,
- les indications du dossier de réexamen MTD doivent être appliquées (MTD 22 : délai d'enfouissement du digestat à respecter après épandage).

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité de l'installation au dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/08/2013, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Autorisation d'exploiter 85000 emplacements de volailles, répartis dans trois bâtiments.
<b>Constats :</b> D'après les derniers bons de livraison (19/02/2024), les effectifs totaux sont de 81475 poulets dans trois bâtiments. Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). »  « L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. »  « L'ensemble de ces informations est reporté sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. »  « L'exploitant ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeur des quantités de matières stockées. »  « II. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. »  « Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. »
<b>Constats :</b> Les fiches de données et de sécurité des produits utilisés sur l'exploitation sont conservées. Le plan des zones à risques est existant, il comprend notamment les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- implantation de la citerne de stockage de gaz,</li><li>- emplacement du boîtier de coupure électrique,</li><li>- emplacement du local équarrissage.</li></ul> Les vannes de coupures de gaz ainsi que l'emplacement des extincteurs n'apparaissent pas sur le plan des trois bâtiments. Un ancien plan, présentant les deux plus anciens bâtiments, fait apparaître l'ensemble des éléments. Le local phytosanitaire et le stockage d'hydrocarbure (fioul) sont implantés sur l'exploitation laitière du GAEC. Points conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Mettre à jour le plan des zones à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Sécurité Incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

<b>Constats :</b> Les locaux et les alentours sont maintenus dans un bon état de propreté à l'exception des abords des citernes de stockage de gaz. Un plan de dératisation est contractualisé avec une entreprise prestataire, les relevés des pièges sont effectifs et enregistrés (vu dernier relevé le 16/01/2024). Points conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Maintenir en bon état de propreté les abords des citernes de stockage de gaz.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 jours

#### N° 4 : Lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 et 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. » Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une voie d'accès pour les services de secours. Le site est équipé de plusieurs extincteurs dont l'entretien est réalisé annuellement par une société prestataire (vu dernier contrôle en date du 30/11/2023). L'affichage des règles de sécurité et les numéros d'urgence sont affichés dans les sas des bâtiments volailles. Points conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité - Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas d'un bâtiment disposant d'un système de désenfumage manuel ou mécanique (type lanterneau ou trappes de sortie d'air), celui-ci devra présenter une surface utile d'ouverture en toiture de 2 %. Si le bâtiment ne dispose pas de lanterneau sur la longueur du faîtage, alors la surface d'ouverture doit être constituée d'un minimum de 4 exutoires pour 1000 m <sup>2</sup> de toiture répartis sur la longueur du bâtiment. Des commandes manuelles d'ouverture des exutoires sont mises en place à l'intérieur du sas ou à l'extérieur du bâtiment. En l'absence de mise en place d'un système de désenfumage en toiture, il sera nécessaire d'apposer une signalisation externe blanche

avec écriture en rouge mentionnant clairement : « absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment ». Cette signalisation doit être apposée sur support inaltérable à proximité de la porte principale et être d'un format de 60 cm x 30 cm minimum. En conséquence, en cas d'incendie, les sapeurs pompiers ne pénétreront pas dans le bâtiment et procéderont à une attaque du sinistre par l'extérieur et à une protection des structures avoisinantes.
<b>Constats :</b> Les bâtiments ne disposent pas d'un système de désenfumage manuel ou mécanique. Des panneaux blancs avec écriture rouge mentionnant clairement : « absence de système de désenfumage. En cas d'incendie, ne pas pénétrer dans le bâtiment » sont positionnés à l'extérieur des bâtiments. » Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Citerne de gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité - Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La citerne de gaz doit être implantée à une distance de 8 mètres minimum du bâtiment. A défaut du respect de cette distance, la citerne doit être protégée par un mur coupe feu 2 heures entre le bâtiment et la citerne. Dans ce cas, la vanne de barrage est située au niveau de la cuve.
<b>Constats :</b> Les citernes de gaz sont implantées à plus de 8 mètres des bâtiments d'élevage. Des vannes de barrage sont placées à l'extérieur de chaque bâtiment et une vanne de coupure générale est située au niveau des cuves de stockage de gaz. Points conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
<b>Constats :</b> Les installations électriques font l'objet d'un contrôle périodique annuel. Plusieurs non-conformités électriques ont été relevées suite à la dernière visite. Un devis a été demandé en vue de la remise en conformité des équipements non-conformes. Point conforme.  Les installations de stockage de gaz ne sont pas contrôlées, l'exploitant indique utiliser un réseau de chaleur en provenance de son unité de méthanisation. Du gaz est toutefois présent dans les citernes et leurs abords ne sont pas maintenus en excellent état d'entretien. Points non-conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Maintenir en bon état d'entretien les abords des citernes de stockage de gaz et procéder à un contrôle de ces installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> « I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. »  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Les produits phytosanitaires sont stockés dans un local fermé à clé, aéré et disposant d'un système de rétention en cas de fuite. Les consignes de sécurités sont affichées à l'extérieur du local. Points conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
<b>Constats :</b> L'eau utilisée pour les bâtiments volailles provient du réseau. La consommation est enregistrée en continu via un système informatisé. Point conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27 et 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

<p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la stagnation prolongée sur les sols ;</li> <li>- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;</li> <li>- une percolation rapide vers les nappes souterraines.</li> </ul> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La pression azotée à l'hectare est inférieure à 170 kgN/Ha (131,68 kgN/ha). Une analyse de sol est réalisée chaque année en sortie d'hiver et permet d'apprécier le reliquat azoté (dernière analyse en date du 17/02/2024 : 46 kgN/ha). Le bilan global de fertilisation azotée est équilibré (48,85 kgN/ha).</p> <p>Les îlots sont répertoriés dans le cahier d'épandage.</p> <p>Points conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à jour. L'enfouissement du digestat est réalisé par pendillards dans les 12 heures suivant l'épandage.</p> <p>Un plan d'épandage prévisionnel est réalisé chaque année.</p> <p>Points conformes.</p> <p>Les dates d'épandages sont indiquées, l'une d'elle correspond à un samedi.</p> <p>Point non-conforme.</p>



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Ne pas réaliser d'épandage les week-ends et jours fériés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 12 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33, 34 et 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de soins vétérinaires sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets sont repris par une filière agréée, les attestations de remise de déchets sont conservées (vu derniers bons en dates du 05/12/2023).</p> <p>Les bons d'équarrissage sont conservés (vu derniers bons en date du 16/04/2024). Les quantités enlevées sont enregistrées.</p> <p>Il n'y a pas d'utilisation de médicaments vétérinaire sur l'exploitation, les poussins sont vaccinés au couvoir.</p> <p>Points conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Mise en œuvre des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 et 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>« Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>« L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre plusieurs Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour limiter les émissions polluantes de son élevage de volailles. Les MTD suivantes sont appliquées et conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 5 : les consommations d'eau sont enregistrées et l'abreuvement est assuré par un système adapté aux poulets (pipettes).</li> <li>- MTD 7 : les eaux de lavage des plafonds et parois latérales sont récupérées avec la litière et méthanisées.</li> <li>- MTD 32 : la ventilation des bâtiments est dynamique et associée à un système d'abreuvement économe (pipettes).</li> </ul> <p>Points conformes.</p>

La MTD suivante n'est pas appliquée conformément aux indications présentes dans le dossier de ré-examen de 2020 : - MTD 22 : le dossier de réexamen en date du 23 octobre 2020 indique un enfouissement des effluents dans les 4 h, or, dans le cahier d'épandage il est indiqué 12 h. Point non-conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Se conformer aux indications du dossier de réexamen des MTD.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 14 : Emissions atmosphériques d'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des émissions atmosphériques d'ammoniac.
<b>Constats :</b> La déclaration GEREPA a été effectuée pour l'année 2023.
Les émissions d'ammoniac des bâtiments respectent les niveaux d'émission fixés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite